



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA
Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs
le 112 est le numéro unique d'appel

Présidence irlandaise Le site <http://www.eu2013.ie/fr/>

Avis de tempête sur les noces d'or

La tension a rarement été si forte au sein du **moteur franco-allemand**.

Le PS français sur la même longueur d'onde que le SPD et les écologistes allemands est prêt à en découdre avec les conservateurs européens. Appel à la "confrontation" d'un côté, mise en garde contre un "péril mortel" de l'autre. Au gouvernement, **on s'attache à calmer les esprits. Berlin de son côté minimise** si l'on oublie Handelsblatt qui voit en la France, « **le plus grand enfant à problèmes de l'Europe** »

Islande. La victoire de la coalition de droite enterre probablement la candidature de l'Islande à l'Union européenne.

Mais encore, **le Premier ministre italien Letta présente son gouvernement, la Commission européenne interdit l'usage de pesticides, la reine des Pays-Bas abdique, Kiev condamné par Strasbourg pour l'incarcération de Ioulia Timochenko,** le président irlandais s'en prend à l'"hégémonie" UE

Un axe Paris-Rome avant le Conseil européen ? Enrico Letta en tournée a profité de sa rencontre avec François Hollande pour réaffirmer sa volonté de faire front commun pour la croissance et l'emploi en Europe **JPV**

France Allemagne

Paris L'UMP et le PS s'écharpent sur la relation franco-allemande

Alors que le PS a appelé à la "confrontation" avec Merkel, la droite fustige l'attitude de Hollande et de son parti vis à vis d'un partenaire important.

Décryptage

Acte 1 : l'ambiance anti-austérité monte

26.02.2014

Depuis quelques semaines, les voix se font de plus en plus nombreuses en Europe et ailleurs pour mettre en garde contre une austérité qui tend à plomber la croissance, et défendre des politiques alternatives.

Acte 2 : le PS publie un texte critiquant l'Allemagne

Aux côtés de pays comme l'Espagne, la France plaide déjà pour un assouplissement des contraintes sur le retour à l'équilibre des comptes publics, fixées par le pacte budgétaire européen

Dans une résolution, ils appellent notamment à **un "affrontement démocratique" avec l'Allemagne et la chancière**, et dénoncent **"l'alliance de circonstance entre les accents thatchériens du Premier ministre britannique et l'intransigeance égoïste de la chancière Merkel"**. La seconde expression a finalement été amendée.

Acte 3 : la droite accuse Hollande d'isoler la France

A droite, ces déclarations sont jugées irresponsables. Dans un entretien au Monde publié samedi 27 avril, Alain Juppé, ancien Premier ministre, juge le Parti socialiste met la France dans un "péril mortel" en choisissant de plaider contre l'austérité.

Acte 4 : le PS modère son discours

"Il s'agit d'un combat politique, pas d'une stigmatisation de telle ou telle personne", explique samedi 27 à l'AFP, Jean-Christophe Cambadélis, le secrétaire national du PS chargé des relations internationale qui a piloté la rédaction du texte. Selon lui, le texte a été amendé la veille par un organe interne du PS et "toutes les références à Merkel ont été gommées".

Un peu plus tard, c'est Jean-Marc Ayrault qui tweete, en allemand et en français : "On ne résoudra pas les problèmes de l'Europe sans un dialogue intense et sincère entre la France et l'Allemagne." Et insiste : "L'amitié franco-allemande est indispensable pour redonner un nouvel élan au projet européen et trouver les voies du retour de la croissance." Pour Moscovici, une confrontation avec Berlin est contreproductive

Dans le même esprit

Berlin Le SPD allemand accuse Merkel de mener l'Europe à l'"anorexie"

Accusant la chancière allemande de mener l'Europe à "l'anorexie" du fait des politiques d'austérité, Sigmar Gabriel président du SPD il a enjoint aux écologistes allemands de ne pas tergiverser et de renoncer à une éventuelle alliance avec l'Union chrétienne démocrate (CDU), déjà testée au niveau régional mais jamais au niveau fédéral.

Les Verts, troisième force politique d'Allemagne, **ont mis samedi la barre à gauche et emboîté le pas des Sociaux-démocrates**, en dénonçant la politique d'austérité de la chancière Angela Merkel,

Diverses réactions

▶ **Jean-Louis Borloo** contre les "dérives germanophobes" [Le Monde]

▶ «Si le moteur franco-allemand ne fonctionne pas, l'avion s'écrase» [Libération]

26.02.2014

- ▶ **Tom Enders** s'alarme d'"une Allemagne seule contre tous"[Le Monde]
- ▶ **Ayrault** appelle à une coopération franco-allemande sans "confrontation" ni "invective" [Le Point/AFP]
- ▶ L'Allemagne, ce n'est pas le diable, mais ce n'est pas le paradis non plus... [La Tribune]
- ▶ Angela Merkel est-elle si "égoïste" que ça? [La Tribune]
- ▶ Les dossiers qui fâchent entre Paris et Berlin [Les Echos]
- ▶ **Habermas** : « L'Allemagne tient dans ses mains la clé du destin européen » [Rue89]

La relation franco-allemande, otage de la campagne électorale d'Angela Merkel ?

Le quotidien allemand **Handelsblatt** rend public ce mardi un rapport au vitriol du ministère de l'Economie allemand. La France de François Hollande est (serait) le repoussoir des conservateurs pour détourner les électeurs du vote social-démocrate

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20130430trib000762441/la-relation-franco-allemande-otage-de-la-campagne-electorale-d-angela-merkel.html>

INSTITUTIONS

François Hollande à la commission le 15 mai.

Le président français, François Hollande, rencontrera la Commission européenne à Bruxelles le 15 mai, pour discuter notamment des questions économiques, a-t-on appris mercredi de source proche de la Commission. François Hollande aura une réunion avec l'ensemble du collège des commissaires. Il s'entretiendra également en tête à tête avec le président de l'exécutif européen, José Manuel Barroso.

Berlin et Londres veulent traquer les Européens réputés avides de prestations sociales

Trop de citoyens solliciteraient l'assistance des Etats alors qu'ils ne sont originaires d'un autre pays européen. Dans une lettre, quatre ministres de l'Intérieur mettent le cap sur la répression, au détriment de la libre circulation. On croyait le sujet mis en veilleuse depuis l'élection française de 2012, qui a sifflé la fin de la partie sur l'espace Schengen.

Encensée ou décriée au gré des agendas politiques, la libre circulation des personnes refait surface dans le débat européen, à la faveur d'une **lettre cosignée par quatre ministres de l'Intérieur (Hans-Peter Friedrich, Johanna Mikl-Leitner, Fred Teeven, Theresay May)**, transmise la semaine dernière à la présidence irlandaise ainsi qu'à trois commissaires européens. Formules choc. Cette fois, il est plus question de fraude à la sécurité sociale que de contrôle aux frontières, mais l'argumentaire est monté sur les mêmes ressorts. **L'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Autriche seraient**

26.02.2014

pris entre deux mâchoires : celle de l'UE, prétendument trop laxiste, et celle des immigrés, réputés coûteux pour la nation.

De son côté, la présidence irlandaise « réfléchit à la réponse » à donner aux ministres, résolu à discuter des « abus » prétendument occasionnés par la mobilité des Européens, lors d'une prochaine réunion en juin.

PARLEMENT

Cette semaine au Parlement, les portes vous seront grandes ouvertes!

Concerts, expos et visites guidées attendent les visiteurs du Parlement à l'occasion de la Journée Portes Ouvertes ce samedi 4 mai. Auparavant, les députés passeront la semaine dans leur circonscription d'origine ou en délégations. Ils se rendront au Portugal pour débattre de réforme économique et en Espagne pour parler du chômage des jeunes. Le Président Schulz rencontre le Président français François Hollande ce lundi, et assistera mardi au couronnement du Prince Willem-Alexander des Pays-Bas.

COMMISSION/CONSEILS

Bruxelles veut faciliter la libre circulation des travailleurs

La Commission européenne a présenté vendredi un plan visant à faciliter la libre circulation des travailleurs dans l'UE au moment où plusieurs capitales dont Londres et Berlin s'inquiètent de l'arrivée massive de travailleurs bulgares ou roumains sur leur sol. Les ministres de l'Intérieur allemand, autrichien, britannique et néerlandais ont ainsi demandé cette semaine à l'UE **un durcissement de la lutte contre la fraude aux prestations sociales** des immigrés au sein de l'UE.

Concrètement, les quatre ministres ont demandé qu'une interdiction de territoire puisse être prononcée à l'encontre de citoyens de l'UE, qui bénéficient de la liberté de circulation, s'ils ont commis une fraude aux prestations sociales.

Pour en savoir plus

Actuellement, 3% de la main-d'œuvre de l'Union, soit 9,5 millions de personnes, vivent et travaillent dans un autre Etat membre. Il convient d'y ajouter 1,2 million de personnes supplémentaires qui vivent dans un pays de l'Union, mais travaillent dans un autre.

Coup de semonce de la Commission européenne à Paris

Joaquim Almunia, le commissaire européen chargé de la concurrence, rappelle la France à l'ordre au sujet de la SNCM, de Peugeot et d'EDF. En cause : les aides versées et le soutien de l'Etat au plan de restructuration du constructeur

Pour commencer, le commissaire européen chargé de la concurrence a ordonné **le remboursement par la compagnie de desserte de la Corse** d'une aide de plus de 220 millions d'euros. M. Almunia a en effet jugé illégal ce soutien que

26.02.2014

l'Etat lui avait accordé en 2007 au titre d'un régime de compensation de missions de service public.

Bruxelles a, dans la foulée, ouvert une enquête approfondie au sujet du plan de restructuration du groupe Peugeot, et d'une garantie de 7 milliards d'euros dont sa filiale bancaire a bénéficié de la part de l'actuel gouvernement.

Enfin, les gardiens de la concurrence ont relancé **un vieux contentieux concernant une aide fiscale présumée illégale accordée à EDF**. Sur ce dossier, ils avaient déjà ordonné au producteur public d'électricité de rembourser à l'Etat plus de 888 millions d'euros, avant que cette décision ne soit annulée par la Cour de justice européenne en juin 2012.

La décision concernant la SNCM est sans doute la plus explosive.

Justice

La Cour européenne condamne l'Ukraine pour la détention de Ioulia Timochenko

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a estimé à l'unanimité que son placement en détention provisoire en 2011 pour des raisons politiques avait été "illégal et arbitraire".

L'arrêt, sans précédent, des juges de Strasbourg, qui, par le passé évitaient de prendre une telle position explicite lors de querelles politiques, laisse **peu de marge de manœuvre à Kiev**. Garder Timochenko en prison détruira **les espoirs de l'Ukraine de signer un accord d'association avec l'UE**, ce qui était initialement prévu à l'automne à Vilnius.

ETATS

Autriche

Elections au Tyrol: que des perdants"

Le gouverneur ÖVP sortant, **Günther Platter se maintient au pouvoir**

Pour en savoir plus Les conservateurs autrichiens ont conservé leur position de première force politique du land autrichien lors des élections régionales, le 28 avril. Les démocrates-chrétiens (ÖVP) ont en effet recueilli 39,6% des voix. Il s'agit néanmoins du moins bon score réalisé par le parti au Tyrol.

Les socialistes (SPÖ) arrivent en deuxième position, avec 13,8% des voix. Ils enregistrent également leur plus mauvais résultat dans ce land.

Ils devancent les verts (12,1%) et En avant Tyrol (9,3%), un parti créé par des dissidents de l'ÖVP. L'extrême droite (FPÖ) obtient quant à elle 9,6% des suffrages, soit un repli par rapport au précédent scrutin de 2008 (-2,8%).

Fin du blocage autrichien à l'échange des données bancaires

Le chancelier SPÖ et le vice-chancelier ÖVP accordent leurs positions :

L'Autriche s'associera « de manière constructive » aux négociations de l'UE avec les pays tiers. C'est un désaveu pour la ministre des Finances, commente la presse

Les points importants pour l'Autriche sont spécifiés :

Prise en compte des traités bilatéraux existant avec la Suisse et le Lichtenstein sur la taxation des évadés fiscaux, institution d'un registre des fondations qui ont leur siège dans les paradis fiscaux.

26.02.2014

Avec moins de 5 % de chômeurs, l'Autriche fait figure d'exception dans la zone euro

Alors que les chiffres d'Eurostat, pour mars, étaient attendus avec anxiété dans nombre de capitales, mardi 30 avril, l'Autriche se distingue par ses performances en matière d'emploi. **Les meilleures de l'Union européenne** : 4,8 % de chômeurs à la fin de février.. **Des résultats guère transposables.**

Grèce

Le Parlement grec vote le renvoi de 15 000 fonctionnaires

Dans la nuit de dimanche à lundi 29 avril, le Parlement grec a adopté une loi sur de nouvelles mesures de rigueur réclamées par la "troïka", loi programmant notamment la restructuration du secteur public et le renvoi de milliers de fonctionnaires

Les fonctionnaires censés être renvoyés sont ceux sanctionnés pour corruption ou incompétence, ceux poussés au départ volontaire à la retraite, ou les victimes de la suppression de leur poste après la fermeture de dizaines d'organismes publics.

Italie

Enrico Letta forme un gouvernement d'union entre la gauche et la droite

Cela lui aura pris un peu plus de deux jours d'intenses tractations. Enrico Letta, le numéro deux du parti démocrate, a informé, samedi 27 avril, le président Giorgio Napolitano qu'il était en mesure de former un gouvernement de coalition en Italie, près de deux mois après les élections législatives. C'est un proche de Silvio Berlusconi qui en sera numéro deux.

Le futur chef du gouvernement s'est fixé pour principal objectif des réformes institutionnelles : **"réduire le nombre de parlementaires, modifier le bicaméralisme et voter une nouvelle loi électorale"** afin d'éviter que ce se reproduise l'impasse politique des deux derniers mois.

***Pour en savoir plus* Un gouvernement d'union nationale**

8 Français sur 10 en rêvent, selon un sondage paru dimanche dans le JDD.

En Italie, il est désormais en place.

Rassemblant neuf ministres de gauche, cinq de droite, trois du centre et trois de la société civile, ce cabinet restreint de 21 membres est présenté en ce moment au Sénat. La Chambre des députés a déjà donné la confiance à ce nouveau gouvernement .A noter la présence du "dauphin du Cavaliere", Angelino Alfano, à l'Intérieur, ainsi que Cécile Kyenge, à l'Intégration. Cette personnalité d'origine congolaise est la première ministre "de couleur" à obtenir un tel poste. Le nouveau ministre de l'économie Fabrizio Saccomani, qui souhaite mettre en place un "pacte de confiance" entre les banques, les entreprises et les consommateurs pour relancer "la machine Italie".

Royaume uni

Cameron indique qu'il pourrait y avoir un vote sur l'Europe avant les élections

Les pressions exercées par le parti eurosceptique Ukip pourraient pousser David Cameron à **soumettre aux députés l'idée d'un référendum sur une sortie de l'UE avant la prochaine élection de 2017**. Si les députés se prononçaient en faveur de la tenue de ce référendum, cela engagerait le gouvernement, qui

JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr

6

Tel + fax : 00 43 1 879 65 29

26.02.2014

devrait alors organiser ce scrutin controversé sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne

Percée des anti-européens aux élections locales

La formation anti-européenne et anti-immigration Ukip a confirmé qu'elle était dorénavant un acteur politique incontournable au Royaume-Uni en obtenant 42 postes de conseillers également. Même si elle n'a pour l'instant pas d'élus au Parlement.

Tchéquie

L'initiative verte 'A vélo au travail' débute ce jeudi

'A vélo au travail' (Do práce na kole), tel est le nom donné à l'initiative écologique, qui débute ce jeudi dans onze villes de République tchèque. Près de 3 000 participants s'y sont inscrits afin d'attirer l'attention sur les problèmes liés à la circulation automobile.

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Islande

Avec la victoire de l'opposition de centre-droit, l'Islande s'éloigne de l'UE

L'opposition de centre-droit en Islande a remporté une nette victoire lors des élections législatives samedi, lui permettant de négocier une nouvelle coalition gouvernementale

La campagne électorale a été dominée par le mécontentement des Islandais face à leur condition économique, et en particulier par les questions d'endettement des ménages.

Une des curiosités de ce scrutin est l'entrée du Parti pirate au parlement

Suisse

Halte aux travailleurs étrangers à la frontière suisse

Dès le 1^{er} mai, les ressortissants de l'Union européenne souhaitant franchir la frontière suisse pour y travailler seront soumis à la règle des quotas. En déclenchant le 24 avril dernier une clause de sauvegarde qui restreint le nombre de travailleurs étrangers sur une durée de temps limitée, le gouvernement suisse répond aux craintes et aux critiques de la population nationale à l'égard de l'immigration. En Suisse, un quart des résidents est d'origine étrangère. Auparavant, les autorités avaient déjà imposé des contingents de permis de travail à huit Etats membres d'Europe centrale et orientale. L'Union européenne déplore une violation de l'accord franco-suisse de 1999 sur la libre circulation des personnes.

2 mai : Un nouveau billet de 5 euros dans votre porte-monnaie

Le billet de 5 euros fait peau neuve. Mis en circulation dès le 2 mai dans l'ensemble de la zone euro, ce billet est le premier d'une nouvelle série nommée "Europe", en hommage à la princesse phénicienne du même nom, personnage célèbre de la mythologie grecque. Plus sécurisée, la nouvelle série de billets monte en gamme : inscriptions en "microlettres", éléments visibles uniquement à la lampe UV (modèle spécial), etc.

Un peu de culture pour en savoir plus

JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr

Tel + fax : 00 43 1 879 65 29

L'enlèvement d'Europe

Attirée par la beauté de la princesse Europe, fille du roi de Tyr, Agènor, et de Téléphassa, **Zeus (dieu du ciel et roi des dieux) se transforma en un sublime taureau blanc.** Séduite par un crocus tenu par la gueule de l'animal, Europe s'assit sur son dos. Zeus l'enleva aussitôt et traversa la mer jusqu'en Crète, où il se maria à la princesse. Après qu'elle eût donné naissance à trois fils, Zeus l'offrit au roi de Crète Astérion. **Europe ne fut jamais retrouvée par ses proches.**

ECONOMIE/FINANCE

Les recettes fiscales des Etats de l'UE ont augmenté en 2011

Affectées par la crise économique depuis 2008, les caisses des Etats européens se remplissent de nouveau

Pour en savoir plus En 2011, les recettes fiscales provenant des impôts et des cotisations sociales ont atteint 38,8 % du produit intérieur brut.

Une remontée de 0,5 point par rapport à 2010 mais qui n'atteint pas les niveaux de 2008. Les Etats européens collectaient alors l'équivalent de 39,3 % du PIB. Parmi les pays européens, c'est le Danemark qui engrange le plus de recettes fiscales, avec 47,7 % du PIB en 2011. En queue de peloton, la Lituanie (26 %). Globalement, le Portugal, la Roumanie et la France ont le plus augmenté leurs charges entre 2010 et 2011 par rapport à la richesse nationale. Dans l'ensemble, la tendance va à l'augmentation de la taxation du travail et de la consommation, à l'exception du taux moyen d'imposition sur le capital, qui « a baissé dans dix Etats membres et augmenté dans neuf autres entre 2010 et 2011

Un axe Paris-Rome avant le Conseil européen

Le front de l'anti-austérité s'agrandit. Enrico Letta a profité de sa rencontre avec François Hollande pour réaffirmer sa volonté de faire front commun pour la croissance et l'emploi en Europe

François Hollande et le président du Conseil italien **Enrico Letta**, reçu à l'Elysée, cherchent à insuffler de la volonté politique pour obtenir un accord d'ici juin sur l'union bancaire.

Croissance, emploi des jeunes, union bancaire, le triptyque économique du moment s'exprime dans les mêmes termes et dans la même langue, une facilité que le premier ministre italien a héritée de son enfance strasbourgeoise. Tous deux disent vouloir mettre autant de « détermination » à la rigueur budgétaire qu'à la politique de croissance.

Evasion fiscale : pression sur les territoires britanniques

George Osborne a annoncé le 2 mai que certains territoires, sous souveraineté britannique et assimilés à des paradis fiscaux, transmettront des informations d'autres gouvernements européens.

La BCE abaisse son principal taux directeur à 0,5%

Il s'agit d'un nouveau plancher historique. Cette décision était attendue, notamment par les pays du sud de l'Union européenne.

26.02.2014

Ce nouvel assouplissement monétaire amène désormais le taux européen non loin du niveau quasi nul du taux de la Réserve fédérale américaine depuis 2008.

France Face à ses mauvaises prévisions, Bruxelles lâche du lest

Ce ne sera pas en 2013, ni même en 2014, mais en 2015. La Commission européenne accorde un délai de deux ans à la France pour passer sous la barre des 3% de déficit, vendredi 3 mai

De mauvaises prévisions pour l'emploi et la croissance

Pour la France, la Commission prévoit en 2013 une récession de 0,1%, et une croissance modeste de 1,1% en 2014. Selon elle, le chômage s'établira à 10,6% fin 2013 et continuera à augmenter en 2014 (10,9%), malgré la promesse de François Hollande d'inverser la courbe du chômage.

ENVIRONNEMENT/ENERGIE

Les députés tracent la route vers l'objectif maximum de 95g CO2/km d'ici à 2020

Mercredi, la commission de l'environnement a approuvé de nouvelles modalités pour atteindre plus facilement l'objectif de réduction des émissions des voitures individuelles neuves à 95gr CO2/km d'ici 2020. A l'heure actuelle, un cinquième des émissions de CO2 en Europe provient des voitures. Entre 1990 et 2008, les émissions en provenance du transport routier ont augmenté de 26%.

En 2020, les voitures individuelles ne pourront plus dépasser 95g CO2/km, contre 160gr CO2/km aujourd'hui. Pour atteindre cet objectif ambitieux, les députés de la commission de l'environnement ont approuvé hier de nouvelles règles concernant les modalités de mise en œuvre. Chaque année, la limite d'émissions sera réduite; d'ici à 2050, les émissions liées au transport routier devraient avoir diminué de moitié.

Sauvons les abeilles et le miel

Trois pesticides mortels pour les abeilles vont être interdits dans l'UE

Quinze jours après l'échec du premier vote, la Commission européenne a décidé, lundi 29 avril, d'interdire l'usage dans l'Union de trois pesticides mortels pour les abeilles. L'interdiction durera deux ans à compter du mois de décembre et concerne trois : néonicotinoïdes, le clothianidine, l'imidaclopride et le thiaméthoxame.

SOCIAL/PRACTIQUE

Record absolu du taux de chômage en Europe

Le chômage a connu, en mars, un 23e mois consécutif de hausse, atteignant un taux de 12,1% dans la zone euro. En pleine austérité, aucune inversion prochaine de la tendance n'est attendue

Les "class actions" en France et en Europe

Le Conseil des ministres examine aujourd'hui à Paris le projet de loi concernant les "actions de groupe" (ou "class actions"). Proposée par Benoît Hamon, ministre délégué à l'économie sociale et solidaire, cette loi devrait permettre aux

26.02.2014

consommateurs victimes d'un même préjudice de poursuivre collectivement une entreprise. En Europe, certains pays disposent déjà de cet outil légal.

La proposition française

Alors qu'aux Etats-Unis, d'où elle provient, la *class action* est ouverte à toutes personnes physiques ou morales victimes d'un même dommage, l'action de groupe française devra passer par l'une des 16 associations de consommateurs agréées par l'Etat (et pas directement par un avocat). Cette association représentera aux moins deux personnes lésées.

Les consommateurs peuvent faire un recours collectif quand ils estiment avoir subi un préjudice **en matière de concurrence ou de consommation**. Par contre, la possibilité d'une action de groupe n'est pas prévue pour les préjudices corporels ou moraux, qui nécessitent selon M. Hamon " des expertises individuelles"

Ailleurs en Europe

Inventé aux Etats-Unis dans les années 1950, le système des "class actions" existe également en Europe, notamment au Portugal, en Italie, en Suède, aux Pays-Bas, ou encore en Angleterre.

PRESSE EUROPEENNE

Les commentaires de Merkel sur l'austérité soulignent les divergences sur les taux d'intérêt dans la zone euro

Financial Times

Angela Merkel a rouvert la question, source de division, de la politique des taux d'intérêt bancaires, en déclarant que l'Allemagne aurait idéalement besoin de taux d'intérêt plus élevés que ceux qui conviendraient aux pays du sud de l'Europe, rapporte le **Financial Times.**

"L'intervention, très inhabituelle, de la chancelière allemande jeudi – une semaine avant la réduction attendue par de nombreux économistes du principal taux directeur de la BCE –, **souligne à quel point les économies du nord prospère et celles du sud frappé par l'austérité, demeurent éloignées**", écrit le quotidien économique.

Ses commentaires adviennent alors que les nouveaux chiffres du chômage – **6 millions de chômeurs en Espagne, 3,2 millions en France**, montrent le défi auquel est confrontée la BCE : elle doit déterminer un nouveau taux d'intérêt qui convienne aux pays de l'UE, alors que ceux-ci connaissent des situations économiques très différentes.

Attaques contre Merkel.

RAILLERIE ET INDIFFÉRENCE EN ALLEMAGNE

La presse allemande accueille avec **un mélange de raillerie et d'indifférence les critiques du parti socialiste français contre la chancelière Angela Merkel**. "Le parti socialiste au pouvoir en France a fait une découverte formidable : l'Allemagne est coupable de tout", se moquait par exemple le quotidien économique **Handelsblatt**.

Pour le quotidien **Berliner Zeitung**, le gouvernement français paye surtout sa perte d'influence en Europe.

26.02.2014

Pour **le Süddeutsche Zeitung**, **les attaques contre la chancelière s'expliquent par la perspective des législatives allemandes** dans cinq mois. "Le 22 septembre [date du scrutin] les Allemands ne voteront pas que sur la composition du prochain Parlement, mais aussi sur le sort de nombre d'autres pays. C'est pourquoi l'Europe veut se mêler à la campagne électorale allemande", suggère le SZ. **Il faut donc s'attendre à voir se multiplier les attaques à l'"emporte-pièce"**, où la chancelière allemande sera décrite comme une personne "sans cœur", "refusant l'argent" à des "Etats en crise qui n'auraient besoin que d'un bon plan de relance pour sortir de l'ornière". **Des attaques ineptes et qui politiquement "aideront Merkel** car les Allemands sont dans leur grande majorité sceptiques face aux plans d'aide et plébiscitent la politique de la chancelière", rappelle le quotidien bavarois.

Der Spiegel estime que ce désaccord du couple franco-allemand entrave la sortie de crise :

Francois Hollande met ses espoirs dans un nouveau gouvernement après les législatives allemandes, qui serait plus ouvert et prêt à faire des compromis. Du gouvernement actuel, il n'attend plus rien. Un an après le début de la présidence Hollande, **la relation franco-allemande est encore plus mauvaise que ce que les plus pessimistes, dans les deux pays, avaient pensé**. Berlin et Paris sont en désaccord sur presque toutes les décisions politiques pour surmonter la crise.

Berlin déclare que la France est un Etat problématique"

Handelsblatt

"L'amour est passé. Dans la crise de l'euro, la relation franco-allemande s'est refroidie", résume le quotidien économique.

"Après les dures critiques des socialistes français vis-à-vis de la chancelière, les deux gouvernements ont tenté de limiter la casse", écrit Handelsblatt, mais "à présent, le numéro deux d'Angela Merkel vient jeter de l'huile sur le feu" : le ministre de l'Economie, Philipp Rösler, a en effet réalisé récemment un rapport, que le journal s'est procuré, dans lequel "il énumère les fautes économiques et politiques du pays voisin".

Parmi elles, "l'augmentation du coût du travail et les charges élevées", "le nombre d'heures travaillées le plus bas de l'UE", "le poids de la fiscalité et de la protection sociale le plus élevé de la zone euro".

Selon Rösler, la compétitivité de la France est en baisse et les industries, plombées par les impôts, quittent le pays, rapporte Handelsblatt.

"La France dérive vers le sud" estime encore le ministre, selon lequel la France pourrait ne plus jouer son rôle de stabilisateur dans la crise de l'euro.

LAÏCITÉ : L'UE divisée donne des leçons sur la liberté de culte

TROUW AMSTERDAM

L'UE prépare des directives à l'intention des diplomates européens à l'étranger en vue de promouvoir la laïcité hors du continent. Une entreprise délicate, tant l'Union est partagée et ambiguë à ce sujet

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/3732001-l-ue-divisee-donne-des-lecons-sur-la-liberte-de-culte>

26.02.2014

ELARGISSEMENT :Avec la crise, les candidats à l'UE réfléchissent à deux fois

Rzeczpospolita

L'UE a toujours eu des difficultés à définir ses frontières extérieures. Maintenant, le problème est résolu par les Etats candidats : **nombre d'entre eux abandonnent leurs rêves d'intégration**, écrit un chroniqueur de *Rzeczpospolita*.

Jędrzej Bielecki explique qu'outre l'euro-scepticisme croissant dans les pays les plus riches – comme c'est le cas en **Islande**, qui ne veut pas poursuivre les négociations d'adhésion -, l'enthousiasme retombe également dans les pays plus pauvres, comme **l'Ukraine**. Malgré les encouragements de la Pologne, l'Ukraine n'arrive pas à décider si elle souhaite ou non se rapprocher de l'UE.

En Turquie également, l'opinion publique tourne le dos à une adhésion du pays à l'UE. **La Croatie**, elle, est, dans les prochaines années, susceptible d'être **la dernière nouvelle venue** en provenance des Balkans, car pour d'autres candidats de la région, il semble que l'adhésion à l'UE ne justifie pas la douleur infligée par les réformes d'accession.

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr